

TERRORISME

La police, cible d'une attaque à Notre-Dame

Les forces de l'ordre ont neutralisé un homme ayant agressé un policier avec un marteau, sur le parvis de Notre-Dame de Paris. Selon le ministre de l'intérieur, l'assaillant aurait crié : « C'est pour la Syrie ! » Selon le décompte de Mediapart, c'est la dixième attaque à l'arme blanche en France depuis les menaces proférées par l'État islamique en septembre 2014.

Matthieu Suc - 6 juin 2017 à 21h15

Un homme a attaqué avec un marteau, mardi après-midi aux environs de 16 h 20, des policiers qui patrouillaient sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame, à Paris, avant d'être blessé par des tirs de riposte des forces de l'ordre.

Un policier a été blessé mais ses jours ne sont pas en danger, a-t-on précisé de même source. « *L'auteur des faits a été neutralisé et orienté vers un hôpital* », a indiqué la préfecture de police sur son compte Twitter. L'assaillant a été blessé au thorax. Selon Reuters, on ignore pour l'heure la gravité de son état et les motivations de son geste.

S'étant rendu sur place, le ministre de l'intérieur Gérard Collomb a indiqué que l'agresseur avait crié « *C'est pour la Syrie !* » avant de s'en prendre aux policiers. « *Une personne est venue par-derrière, armée d'un marteau, et a frappé un policier* », a précisé le ministre qui a fait savoir que « *c'était quelqu'un qui se présentait comme étudiant algérien, muni d'une carte dont nous devons vérifier l'authenticité. Il était muni d'un marteau. On a trouvé sur lui des couteaux de cuisine. Ce sont des instruments très rudimentaires avec lesquels on vient de s'attaquer aux forces de l'ordre* ».

La section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert une enquête en flagrance confiée à la section antiterroriste de la brigade criminelle et à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). La préfecture a demandé d'éviter le secteur, très fréquenté par les touristes.

Le périmètre de Notre-Dame, l'un des sites touristiques les plus fréquentés de Paris, dans le IV^e arrondissement de la capitale, a été bouclé par les forces de l'ordre. « *La situation est maîtrisée* », a tweeté la préfecture de police peu après 17 h 15. Karine Dalle, chargée de la communication du diocèse de Paris, a déclaré sur BFMTV que quelque 900 personnes étaient confinées dans la cathédrale. Des photos diffusées sur Twitter par des visiteurs montrent des fidèles et des touristes en prière dans l'enceinte de Notre-Dame.

Connue dans le monde entier, la cathédrale et ses environs offrent une cible rêvée pour des terroristes. Une voiture contenant plusieurs bonbonnes de gaz sans dispositif de mise à feu avait été découverte le 4

septembre 2016 non loin de Notre-Dame. Trois femmes et un homme soupçonnés de préparer une « *action violente* » avaient été mis en examen le 12 septembre.

Emmanuel Macron a fait savoir le 24 mai qu'il demanderait la prolongation de l'état d'urgence, qui arrive à échéance le 15 juillet, jusqu'au 1^{er} novembre. La France est sous le régime de l'état d'urgence depuis les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis. Gérard Collomb a déclaré dans un entretien au *Parisien*, publié lundi, que les forces de sécurité françaises étaient en alerte « *maximale* ». « *Nos services portent une attention spéciale à la détection des signaux faibles, indiquant la radicalisation de tel ou tel individu ou le risque d'un passage à l'acte. Cela est crucial pour prévenir de nouveaux attentats selon le mode opératoire observé à Londres samedi* », explique-t-il notamment.

Cet après-midi, après l'agression de Notre-Dame, le ministre a surenchéri : « *Nous sommes passés d'un terrorisme très sophistiqué à un terrorisme rudimentaire !* » Trois jours plus tôt, à Londres, trois djihadistes ont fait 7 morts et 48 blessés en utilisant d'abord un véhicule bélier puis des armes blanches. Pour autant, quoi qu'en dise Gérard Collomb, la concomitance et la similarité de ces deux attaques ne veulent pas dire que les terroristes ont révolutionné leur mode opératoire. L'attaque à l'arme blanche figure de longue date dans l'arsenal des djihadistes.

Fin mars 2017, Londres avait déjà été touché de la sorte. Un islamiste avait commis un attentat à la voiture bélier et à l'arme blanche près du Parlement britannique, faisant quatre morts. Surtout, la France a été victime, depuis l'automne 2014, d'au moins neuf attaques à l'arme blanche, selon le décompte – non exhaustif – effectué par Mediapart à partir de différentes notes de la DGSI que nous avons pu consulter.

Le 20 décembre 2014 – lendemain de la diffusion d'une vidéo de propagande de l'État islamique mettant en scène plusieurs combattants étrangers, dont un francophone qui s'exprimait en langue française et incitait ses « *frères* » de France à mener des actions violentes sur le territoire national –, à Joué-les-Tours, Bertrand Nzohabonayo blessait trois policiers à coups de couteau en s'écriant « *Allahou Akbar* ». Le drapeau de l'État islamique avait été publié deux jours plus tôt sur son profil Facebook.

Le 3 février 2015, Moussa Coulibaly agressait une patrouille de militaires postés devant les locaux d'une association culturelle israélite à Nice. Armé d'un couteau de cuisine, il tentait de blesser un militaire en lui portant un coup au niveau de la poitrine avant d'être neutralisé. Placé en garde à vue, il revendiquait vouloir faire la guerre aux mécréants.

Le 26 juin 2015, Yassin Salhi était interpellé après avoir provoqué une explosion à Saint-Quentin-Fallavier sur le site d'une entreprise Seveso. Il avait auparavant assassiné et décapité son employeur, puis exposé sa tête dans une mise en scène macabre.

Le 7 janvier 2016, le Tunisien Tarer Belgacem, armé d'un couteau de cuisine et porteur d'un gilet explosif factice, attaquait le fonctionnaire de police présent à l'accueil du commissariat de la Goutte d'Or, à Paris. Un document revendiquant son allégeance à l'État islamique a été découvert sur lui après qu'il a été abattu.

Le 13 juin 2016, Larossi Abballa tuait de neuf coups de couteau à l'abdomen un commandant de la brigade de

sûreté urbaine du commissariat des Mureaux devant son domicile à Magnanville dans les Yvelines, avant d'égorger sa compagne, également policière.

Le 26 juillet 2016, à Saint-Étienne-du-Rouvray, Adel Kermiche et Abdel-Malik Petitjean poignardent à mort, en plein office, le père Jacques Hamel, âgé de 85 ans. Lors de l'intervention des forces de l'ordre dans l'église, l'un des assassins brandit une arme de poing, l'autre un tube noir. Ils se ruent littéralement à travers la colonne d'assaut. Des dizaines de coups de feu sont tirés par les policiers et les deux jeunes hommes s'écroulent, criblés de balles. Vérification faite, ils n'avaient avec eux qu'une réplique d'arme ancienne (un pistolet à poudre noire) et des explosifs factices.

Le 29 juillet 2016, Armand Rajabpour-Miyandoab était interpellé par la DGSI. L'individu était soupçonné de vouloir commettre une action violente à l'aide d'une arme blanche à La Défense.

Le 8 septembre 2016, sur le point d'être interpellée, Inès Madani attaque au couteau un policier. La jeune femme de 19 ans était suspectée d'avoir abandonné la voiture dans laquelle six bonbonnes de gaz avaient été retrouvées, non loin de Notre-Dame de Paris, le week-end précédent.

Enfin, le 3 février 2017, au Carrousel du Louvre, le centre commercial souterrain situé près de l'entrée du musée parisien, un homme portant des sacs à dos et armé d'une machette avait attaqué une patrouille de l'opération Sentinelle en criant « *Allahou Akbar* ». Un des militaires visés avait répliqué en ouvrant le feu à plusieurs reprises sur l'assaillant.

Une note de la DGSI en date du 27 juillet 2016, recensant « *les actions individuelles isolées* », souligne que « *ces attaques spontanées font écho à l'appel au meurtre plus général lancé le 21 septembre 2014 par Abou Mohamed al-Adnani, porte-parole de l'État islamique* ». Dans l'intervention évoquée, al-Adnani déclarait la guerre aux Occidentaux, et notamment à la France : « *Si vous pouvez tuer un incroyant américain ou européen – en particulier les méchants et sales Français [...], alors comptez sur Allah et tuez-le de n'importe quelle manière. [...] Frappez sa tête avec une pierre, égorguez-le avec un couteau, écrasez-le avec sa voiture, jetez-le d'un lieu en hauteur, étranglez-le ou empoisonnez-le.* »

Un second document de la DGSI, celui-là consacré à l'analyse de l'assassinat du père Hamel, considérait cet acte comme « *caractéristique des actions que l'État islamique entend mener sur le territoire national* » : « *Deux individus fortement radicalisés* », « *sans réels moyens financiers, se servant d'armes de fortune* » et « *s'attaquant à une cible de proximité hautement symbolique* ».

Et si les armes employées sont rudimentaires, leur usage a été pensé, documenté. Comme Mediapart l'avait expliqué, de nombreux manuels du petit terroriste prolifèrent sur Internet, et ce de longue date. Certains des attentats ayant frappé la France sont d'ailleurs des décalques de recettes préconisées depuis sept ans par Inspire, la revue de propagande d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) publiée en anglais sur le Net, au sein de laquelle la rubrique « *Open Source Jihad* » consacre de grands dossiers thématiques qui se veulent « *un manuel pour ceux qui détestent les tyrans ; incluant techniques de fabrication de bombes, mesures de sécurité, tactiques de guérilla, entraînement aux armes et toutes autres activités en relation avec le djihad* ». À l'été 2015, le dossier et même la une d'Inspire étaient dédiés aux assassinats commis par un homme seul. En

mai 2016, le dernier numéro du magazine de propagande djihadiste poursuivait son effort en détaillant cette fois comment réussir un assassinat au domicile de la victime, recommandant, entre autres, de s'entraîner au maniement de l'arme choisie, de déterminer à l'avance la zone du corps à frapper...

« Les djihadistes sont opportunistes, nous confiait il y a une dizaine de jours un pont de la police. Ils nous frappent avec des armes de guerre quand c'est plus facile de s'en procurer. Avec ce qu'ils trouvent sous la main si c'est plus simple pour eux ou que cela nous complique la tâche pour les repérer. Ils s'adaptent et vont au plus efficace. » Une note de la DGSE, déclassifiée en décembre 2016 et portant sur les *« Cinq colonnes du djihad mondialisé »*, souligne que *« le mode opératoire particulièrement flexible »* a pour corollaire une *« efficacité aléatoire des actions tentées, tributaires d'acteurs jeunes et inexpérimentés »*.

Un homme illustre cet opportunisme : Abou Mohamed al-Adnani. Le porte-parole de l'État islamique a été tué lors d'une frappe aérienne fin août 2016. Dans une note – consultée par Mediapart – évoquant sa mort, la DGSi le décrit comme ayant *« supervisé, en sa qualité de planificateur des opérations extérieures, la préparation des attentats de Paris du 13 novembre 2015 et de Bruxelles du 22 mars 2016 »*. Le terroriste qui encourageait les musulmans de France à égorger les mécréants avec un couteau, à les écraser avec une voiture, a aussi commandité des attentats complexes nécessitant l'envoi de commandos de kamikazes, l'acheminement d'armes de guerre, la confection d'explosifs.

Matthieu Suc